

dépôt-vente CHF 1.-



CAUSES COMMUNES

bimestriel des Socialistes Ville de Genève

n° 13
janvier - février 2009

Editorial

Bonne année ?



Grégoire Carasso,
Conseiller municipal

DR

Il est des mois de janvier où les vœux pour la nouvelle année sont plus difficiles à formuler. En 1930, quelques semaines après le célèbre krach boursier de 1929 et à l'aube d'une profonde dépression économique, ce n'est pas l'enthousiasme qui dominait. Il en va de même pour 2009. Car le prix des excès du libéralisme est en train d'être payé comptant, par des hommes et des femmes qui n'ont rien de virtuels.

On peut espérer qu'à ces difficultés sociales ne se greffent pas cette fois les horreurs d'un conflit mondial. On peut l'espérer parce qu'aujourd'hui, des engagements politiques font que la construction et la solidarité européenne existent. Ou parce qu'à l'échelle internationale, le multilatéralisme semble regagner des couleurs.

Sur le plan helvétique, on ne trouve pas grand-chose de rose. Les inégalités sont croissantes, les classes défavorisées et les classes moyennes se fragilisent alors qu'on décompte toujours plus de millionnaires. Cette minorité ultra favorisée parvient toujours, malgré la crise et avec des montagnes d'argent public s'il le faut, à tirer son épingle du jeu, sans même devoir en changer les règles.

Comment après ça peut-on encore disqualifier le rôle et l'importance de l'Etat? Comment après ça est-il possible de continuer à défendre un système financier et salarial à ce point déconnecté de l'économie réelle et de toute forme de régulation. Dans un environnement aussi préoccupant, il nous faut redoubler d'efforts pour faire entendre ces remises en question, et redoubler d'efforts pour faire avancer les dossiers socialistes là où nous le pouvons.

En ville de Genève, les socialistes défendent une politique de proximité au service de la population. Avec cette politique, nous tentons de corriger les inégalités et de protéger les personnes fragilisées. C'est sur le terrain de notre commune que nous pouvons agir et marquer notre soutien à celles et ceux qui habitent à Genève.

Une gérance immobilière à vocation sociale et non spéculative, la rénovation de nos bâtiments afin de diminuer leur facture énergétique, le maintien des prestations OCPA, le soutien aux jeunes en vue de leur insertion professionnelle, le renforcement de la solidarité par des actions de proximité (sport, fêtes d'immeuble et de quartier, etc.): voilà autant de réalisations ou de projets dont l'existence dépend de choix politiques et de la détermination des femmes et des hommes qui les portent.

Nous vous souhaitons, pour 2009, nos vœux les plus engagés.

Une économie au service de l'humain

L'impôt contre la misère

Les Socialistes se battent depuis toujours pour que les êtres humains puissent vivre dignement et bénéficier d'une véritable égalité des chances de réussite, de progression économique et sociale. La collecte de ressources financières suffisantes au travers des impôts pour garantir aux collectivités la possibilité de concrétiser en actes nos idéaux est une préoccupation majeure des Socialistes.

Roger Deneys,
Député

Réaliser ensemble ce dont nous avons besoin

Education, santé, culture, sécurité, transports. Sans ressources financières suffisantes et régulières, les collectivités publiques seraient bien incapables de réaliser des infrastructures et de proposer des services s'adressant à chacun d'entre nous. Seuls les plus riches, les privilégiés auraient la possibilité d'acheter les prestations. Les autres devraient choisir, entre l'éducation des enfants et les soins médicaux des grands-parents, entre le musée et les vacances.

D'autres infrastructures ou prestations ne seraient peut-être pas réalisées sans la manne publique, car elles ne « rapportent pas assez » (éducation, culture), ne concernent qu'une période de la vie (crèches, EMS) ou sont l'expression d'une solidarité collective (catastrophes naturelles ou industrielles, crises économiques).

C'est bien la notion d'intérêt collectif et à long terme, qui motive la nécessité pour les collectivités publiques de disposer de ressources financières suffisantes et régulières.

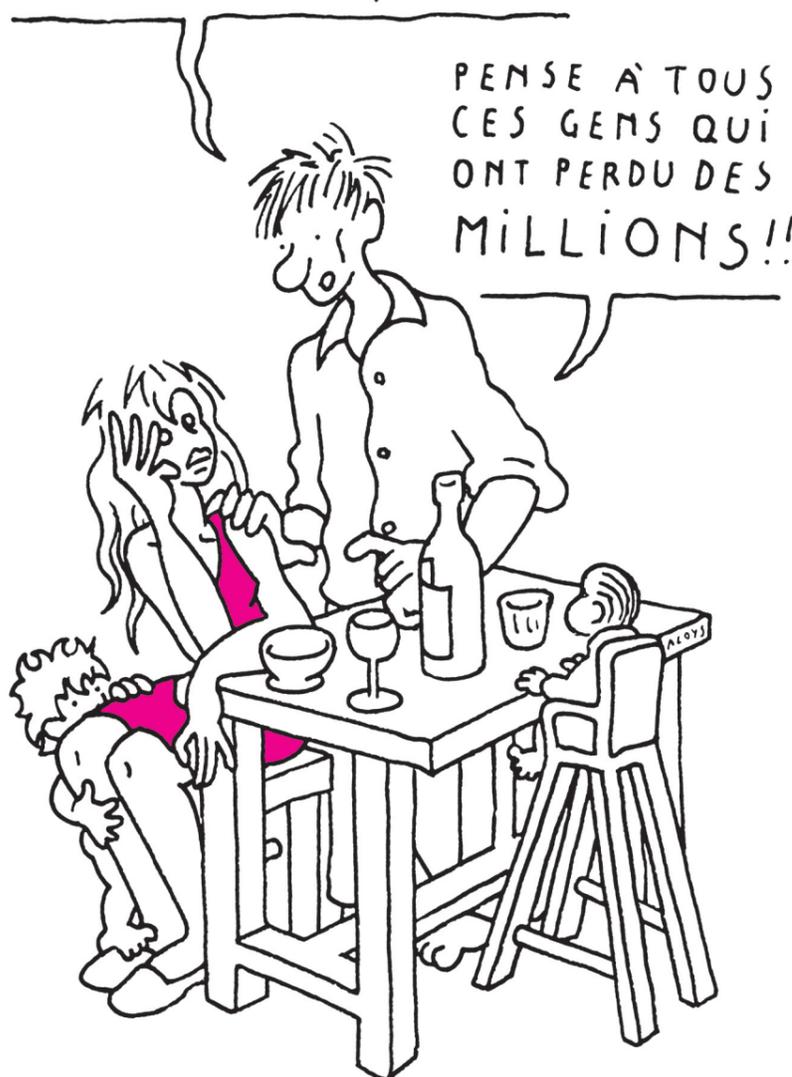
Redistribuer pour éviter la misère et l'explosion sociale

L'autre utilisation essentielle des ressources financières des collectivités publiques consiste en une redistribution directe de subsides, qui sont versés à celles et ceux qui n'arrivent pas avec leur seul revenu à assumer les dépenses

« incompressibles » minimales (subsides d'assurance-maladie, aides au logement social, rentes, compléments de rentes, etc.). Il s'agit d'éviter les conséquences désastreuses (misère, violence) d'une société dans laquelle trop de monde « ne tourne pas ».

suite p. 5

NE PLEURE PAS, CHÉRIE



© aloys

Votations



Points forts

Agenda / Cause toujours	p.2
Actualités	p.3
Débats: une économie au service de l'humain	p.4-5
Grand Angle	p.6
Comme une cause : APRES	p.7
Portrait : Valérie Boillat	p.8

AGENDA

MÉMOIRES BLESSÉES

exposition jusqu'au 28 février, Pendant longtemps, l'histoire ne s'est développée dans les sociétés et leurs écoles que dans la seule perspective d'une identité nationale à faire prévaloir. Dès lors, le passé traumatique de nombreux groupes ou communautés a été occulté, parfois écrasé par l'histoire d'en haut, par l'histoire des vainqueurs dénoncée par Walter Benjamin. Mémoires blessées évoquera plusieurs exemples de ces faits tragiques, leur histoire et leur mémoire, leurs victimes et leurs responsables, les témoins de l'époque et les témoignages d'aujourd'hui.

VENDREDI 23 JANVIER, 20H

Chili : ordre, travail, obéissance (55') 1977, documentaire d'André Gazut et Claude Smadja suivi de **La haine de l'Occident**, conférence-débat avec Jean Ziegler.

SAMEDI 24 JANVIER, 20H

Moine, poète et musicien - Le voyage de Komitas, chant Armand Arapian, piano Vicent Leterme, une traversée de la vie de cette figure arménienne, précurseur de l'ethnomusicologie et l'un des premiers déportés lors du génocide arménien de 1915.

Relâche 25 et 26 janvier

MARDI 27 JANVIER

Dans le cadre de la Journée de la mémoire, en collaboration avec le Département de l'instruction publique :

18h30 **Le quatuor pour la fin des temps** d'Olivier Messiaen, Ensemble Contrechamps. Temple de St-Gervais

20h **De la concurrence des victimes au partage des mémoires**. Débat avec Catherine Coquio, présidente de l'Association Internationale de Recherche sur les Crimes contre l'Humanité et les Génocides et professeure de littérature comparée (Université de Poitiers), Marianne Petit, directrice du Musée Mémorial Camp de Rivesaltes et Raymond H. Kevorkian, historien (Institut français de géopolitique, Université Paris VIII). Le débat sera introduit par l'historien Charles Heimberg et animé par Stefan Kristensen, philosophe.

Théâtre de St-Gervais
5 rue du Temple - 1201 Genève
Location: 022 908 20 20

Tarifs : Entrée libre (excepté le 9 et le 24 janvier, plein tarif 20.- CHF, tarif réduit 10.- CHF, et le 10 janvier, tarif unique 10.- CHF)

Vous désirez faire avancer vos convictions, participer à la vie politique?

Adhérez au Parti socialiste et participez au débat !

psvg@ps-ge.ch | www.ps-geneve.ch | 022 338 20 78 |



2009... année érotique

Résumant une enquête britannique sur les passe-temps en période de crise, 20 minutes.ch du 1^{er} décembre titre : « le sexe aide à faire face à la crise »...

Tu parles d'une info : ça fait deux siècles qu'on se fait baiser par le capitalisme et qu'on en redemande...



L'effet papillon ?

Intéressante collision de titres dans le *Matin Dimanche* du 30 novembre : « nous avons la meilleure armée du monde », déclare sur la page de gauche Ueli Maurer, candidat UDC au Conseil fédéral... « Le neveu de Christoph Blocher vient de se suicider avec son arme de service », annonce le *Sonntagsblick* sur la page de droite...

... on n'ose supposer un rapport de cause à effet...

Colin-maillard

« Le combat pour l'idéal démocratique doit primer sur l'application aveugle des lois », écrit la Commission des affaires juridiques du Conseil national, à l'appui de sa proposition de réhabilitation des volontaires suisses dans le camp républicain pendant la Guerre d'Espagne. « Le combat pour l'idéal démocratique doit primer sur l'application aveugle des lois » : beau message transmis aux policiers chargés par la loi genevoise de racketter les mendiants roms.

Attention : idées !

Un gérant de fortune confie au *Temps* (du 17 décembre) qu'à « Genève, il existe un club de la gestion alternative, un réseau de relations incestueuses où on échange beaucoup trop d'idées »...

Bah... tant que l'inceste reste au niveau des idées, il reste platonique. Mais évidemment, l'escroquerie étant la sœur du capitalisme financier, quand le premier se tape la seconde, on est plus près de la décadence pharaonique que de la révolution industrielle...



Pléonasme épidermique ou ectoplasme économique ?

« Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a eu jeudi une réunion informelle sur la crise financière avec un groupe d'économistes éminents » (c'est pas un pléonasme, « économistes éminents » ?), nous annonçait un communiqué de l'ONU le 23 octobre dernier...

« une réunion informelle avec un groupe d'économistes éminents » ... le monde est sauvé...

Bling-bling vieilli en fût de chêne

« Que peut-il? Tout! Qu'a-t-il fait? Rien! Avec cette pleine puissance, en huit mois un homme de génie eût changé la face de la France. De l'Europe peut-être.

Seulement voilà, il a pris la France et n'en sait rien faire. Dieu sait pourtant que le Président se démène : il fait rage, il touche à tout, il court après les projets ; ne pouvant créer, il décrète ; il cherche à donner le change sur sa nullité ; c'est le mouvement perpétuel ; mais, hélas, cette roue tourne à vide !

L'homme qui, après sa prise du pouvoir, a épousé une princesse étrangère est un carriériste avantageux. Il aime la gloriole, les paillettes, les grands mots, ce qui sonne, ce qui brille, toutes les verroteries du pouvoir. Il a pour lui l'argent, l'agio, la banque, la Bourse, le coffre-fort. Il a des caprices, il faut qu'il les satisfasse.

Quand on mesure l'homme et qu'on le trouve si petit et qu'ensuite on mesure le succès et qu'on le trouve énorme, il est impossible que l'esprit n'éprouve pas quelque surprise.

On y ajoutera le cynisme car, la France, il la foule aux pieds, lui rit au nez, la brave, la nie, l'insulte et la bafoue ! Triste spectacle que celui du galop, à travers l'absurde, d'un homme médiocre échappé ».

(Non, c'est pas tiré du dernier *Canard*, *Charlie Hebdo* ou *Sine hebdo* : ça a 150 ans, c'est du Victor HUGO et c'est extrait de *Napoléon, le petit*)



Dispense indispensable

« Se faire dispenser d'armée est trop facile », a estimé notre nouveau ministre de la Défense, Ueli Maurer.

... c'est vrai. C'est dispenser l'UDC de Conseil fédéral, qui est trop difficile...

Bouchons sur l'autoroute de l'AVS

Encore Ueli Maurer, toujours dans *Le Temps* du 5 décembre, expliquant pourquoi il est socialement judicieux que Mami reste à la maison pour torcher les gamins : « une femme qui renonce à travailler pour élever cinq enfants apporte davantage à l'AVS, car ses enfants verseront eux aussi un jour des cotisations ».

Ouais, mais si les enfants en question sont des filles qui resteront aussi à la maison pour élever leurs enfants ?

Réchauffement du climat... économique et social ?

An neuf et nouveaux espoirs



Gérard Deshusses,
Président du Parti
socialiste
Ville de Genève

Passé 2008, année de toutes les surprises et des dommages dont les conséquences restent à mesurer...

La fin d'une certaine arrogance ultralibérale ?

2008 ? Dégradation du climat, montée de l'intolérance et des violences, augmentation des conflits en tous genres, aggravation de la misère, de la famine et de la sous-nutrition, éclatement d'une crise économique mondiale sans précédent avec ses incontournables retombées, accroissement des faillites et du chômage, notamment, garantis !

La fin d'une certaine arrogance ?

Aux USA temple incontesté du libéralisme, des institutions bancaires nationalisées en catastrophe ! En Suisse, une UBS placée sous perfusion de la Banque Nationale ! Partout des épargnant-e-s plumé-e-s, des caisses de pension vidées... l'échec patent de l'idéologie ultralibérale et des vertus de la régulation par le marché. La fin d'une certaine arrogance ? Pas si sûr, encore que ...

Des espoirs aussi

2008 ? Quelques signes d'espoir aussi. L'élection rêvée et acquise de Barak

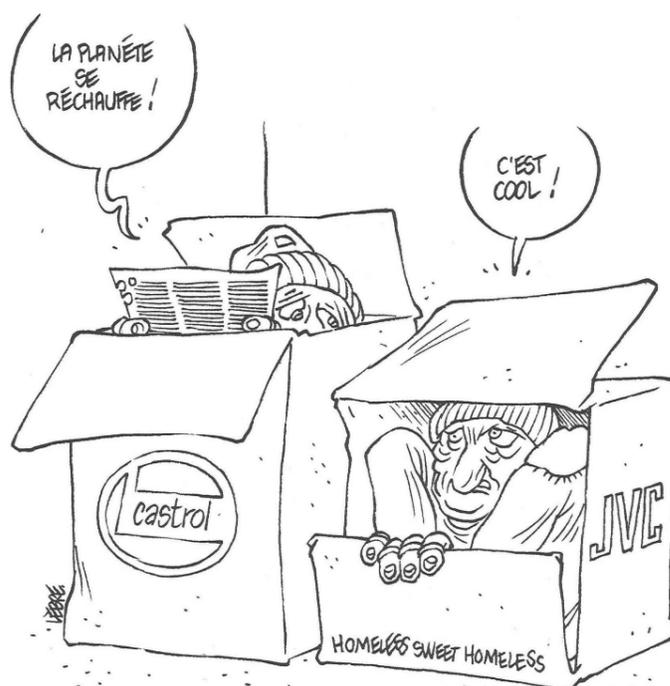
Obama qui donne raison à Martin Luther King alors même que les USA semblaient s'abîmer dans le buschisme le plus sinistre ! Le retour de l'autorité politique, des Etats réinvestis dans leur rôle d'arbitre du jeu économique ! L'éviction définitive hors du Conseil fédéral de Christophe Blocher, ce flingueur enragé de toute ouverture helvétique et intelligence européenne, claqué une seconde fois très sévèrement début décembre ! Et d'autres signes encore, plus légers, plus furtifs, mais tout aussi forts, que nous avons vécus toutes et tous, au gré de nos combats quotidiens et nos moments d'amitié partagés...

Un travail et un engagement sans relâche

2008 ? Une année de grande militance pour les socialistes de la Ville de Genève, qui ont affiché leur forte volonté de ne pas se reposer sur la formidable victoire acquise lors des municipales de 2007 et de poursuivre sur ce magnifique élan. Le groupe socialiste au Conseil municipal de la Ville de Genève s'est engagé pour une politique de proximité, durable, solidaire et responsable dans tous les domaines, et prioritairement dans les secteurs du social et du logement, avec le soutien indéfectible de nos deux magistrats, Sandrine Salerno et Manuel Tornare, dont l'efficacité comme la détermination ne sont plus à démontrer.

Vienne donc 2009 !

Certes les défis mondiaux, les risques et conséquences qu'ils induisent, resteront



DR

pesants, cadre impératif de notre action et de nos réflexions, et il se peut qu'au détour d'un événement plus incisif nous soyons conduits au doute, au découragement, au renoncement, vides soudain de toute énergie. Mais que cet instant sitôt effacé, nous retrouvons nos convictions intactes et la force de poursuivre nos objectifs et nos luttes pour des conditions et une qualité de vie meilleure pour toutes et tous.

Déterminé-e-s à afficher nos valeurs de respect, de solidarité et de respect

En 2009, plus que jamais, nous serons présentes et présents, déterminées et déter-

minés, toutes et tous, de tous les combats pour affirmer nos valeurs de respect et de solidarité, d'égalité et de partage, de justice sociale et d'ouverture au monde, du cœur de notre cité au bout de la planète, tout comme de la Suisse à l'Europe.

Cette nouvelle année porte des espoirs, qu'elle soit celle des défis relevés par les socialistes et par tous ceux et toutes celles qui luttent dans le monde et à Genève. Et que belles soient les élections de l'automne ! A toutes et à tous j'adresse, au nom des socialistes de la Ville de Genève, mes meilleurs vœux pour 2009 !

Actualités dans les quartiers

Un manège pour tous à la Vieille-Ville

Au cœur de la Vieille-Ville un ancien Manège a été transformé en parking pendant des décennies. Un excellent projet de rénovation de ce lieu extraordinaire existe enfin. Il faut maintenant que les autorités cantonales et municipales passent à la réalisation.



Roman Juon,
Architecte

L'Association des Habitants du Centre et Vieille-Ville (AHCVV) a tout tenté pour faire disparaître le parking de l'Ancien Manège, en vain. Ayant fait opposition au parking de Saint-Antoine, nous avons levé notre opposition, suite aux engagements de l'Etat d'alors de fermer le parking en question. Promesses non tenues.

Constitution du groupe « Un manège pour tous »

Depuis quelque temps un groupe formé d'associations du quartier, telles que celles des habitants, des crèches, de la ludothèque, de la Maison de Quartier de Chausse-Coq et de l'association des parents d'élèves, se sont organisées sous la dénomination « Un manège pour tous ».



DR

L'architecte Andréa Bassi, en concertation avec le quartier, a élaboré un excellent projet. Nous avons ensuite contacté les autorités cantonales, propriétaires du bâtiment et la Ville de Genève responsable de la politique de la petite enfance et de la jeunesse afin de leur proposer notre projet. Mark Muller, Conseiller d'Etat est entré en matière sur la proposition du quartier. Le rêve est devenu réalité quelques semaines plus tard lorsque nous avons été informés que le Conseil d'Etat avait décidé d'entrer en matière sur la suppression du parking !

Un projet qui répond d'abord aux besoins du quartier

Le projet répond aux demandes du quartier

de la Vieille-Ville, soit une crèche, l'installation de la ludothèque, mais surtout le regroupement dans un même lieu de toutes ces associations. C'était le vœu de la Délégation à la petite enfance de la Ville de Genève, de loger sous un même toit tout ce qui concerne l'enfance, la jeunesse et les acteurs d'un quartier. L'atrium central, l'ancien anneau ayant servi à dresser les chevaux, deviendra une salle publique dans laquelle pourront être organisées des manifestations culturelles, sportives, fêtes et à midi, durant la semaine, des repas à prix abordables pour les gens du quartier, voire une cuisine scolaire. Il reste encore à définir le modèle de gestion (associatif, privé, public ?) en espérant que les milieux

associatifs qui ont œuvré au projet seront associés à la discussion.

Un engagement pour les quartiers

Ce qui vient de se passer pour l'Ancien Manège est un exemple d'action de proximité animé par des habitant-e-s du quartier de la Vieille-Ville. Les Socialistes soutiennent les projets associatifs et sont souvent engagé-e-s concrètement dans leur quartier. Ils peuvent ensuite faire le relais dans les parlements cantonaux et municipaux afin que ces magnifiques projets voient le jour et contribuent à changer et améliorer la vie des habitant-e-s de Genève.

Projet d'avenir

La toute prochaine action à mener sera la construction de l'immeuble d'habitation situé au dessus de l'Alhambra, à la rue Calvin et celle de la Pélissierie. Plus de 30 logements à faire construire ? Rémy Pagani, conseiller administratif au département des constructions, devrait déposer une proposition de crédit d'étude pour ce projet en devenant.

Nous l'attendons donc avec espoir, et espérons qu'il se concrétise rapidement. L'engagement constant des socialistes dans les quartiers le mérite bien, de même que tous les citoyen-n-es pour qui ces réalisations sont indispensables.

Petites histoires autour des crises

Crises d'Ancien Régime

Les sociétés anciennes étaient régulièrement confrontées aux crises de subsistance, et tout particulièrement aux pénuries céréalières, le pain constituant la principale source de calories pour les populations campagnardes et citadines.



Isabelle Brunier,
Historienne

Un printemps pourri, une moisson médiocre, le prix du blé et donc du pain qui augmente et c'est la catastrophe! Et ce d'autant plus que la réduction massive d'achats de produits manufacturés conduit inmanquablement à la baisse de la production et au chômage, qui aggrave encore la situation.

Une politique anticyclique

Afin d'y remédier, les autorités genevoises officialisèrent, avec la création dès 1628 de la Chambre de blés, une tâche essentielle, celle d'assurer l'approvisionnement des habitants en acquérant, entreposant, conservant et distribuant correctement et équitablement les céréales vitales. Cette institution avait une mission anticyclique. Ainsi, durant les périodes difficiles, les plus modestes pouvaient acheter le blé provenant des réserves constituées à un prix inférieur que celui payé par les plus riches.

Déjà une dette

En plus de la question du ravitaillement, l'argent public manquait aussi souvent pour rembourser les dettes contractées (en 1595, la dette publique genevoise s'élève à 17 fois le montant de ses recettes ordinaires) et financer la construction de fortifications aux coûts astronomiques. L'impôt sur le revenu n'existait pas et seules des taxes diverses remplissaient les caisses. Pour augmenter les revenus, on en inventait de nouvelles ou on augmentait souvent, parfois provisoirement, celles qui existaient.

De l'imagination

En 1620, on trouve dans le Registre du conseil un catalogue de propositions intitulé « Moyens et expédients d'augmenter les revenus du public et le sortir des dettes : 1° doubler la gabelle du sel et augmenter la gabelle de la chair. 2° imposer le vin vendu par les habitants au détail. 3° rétablir le un pour cent de taxe sur les marchandises. 4° doubler la gabelle de l'entrée du vin blanc et taxer de trois florins par char le vin rouge. 5° vendre les maisons qui appartiennent à

la Seigneurie (soit l'équivalent de l'Etat actuel !!) ainsi que ses domaines. 6° mettre un impôt sur les chevaux de louage. 7° doubler la taxe sur le cuir. 8° doubler le prix du pontonage (droit de passage) sur le pont d'Arve. 9° imposer ceux qui prestent de l'argent à intérêt. 10° que les amendes de 25 florins reviennent au public et non aux juges. 11° que chacun paye un pour cent de tout son bien. »

On le voit, les conseillers faisaient preuve d'une créativité que certains politiciens actuels ne renieraient pas! Et d'ailleurs certaines de ces idées sont toujours d'actualité.

Plus iconoclaste, en 1628, la proposition est faite de « rabattre les gages de messieurs du Petit Conseil, lesquels sont priez de s'y vouloir eux mesmes porter volontairement »! L'exécutif du moment, constitué de 25 membres, se refusa à cette éventualité, tout en acceptant l'option de dons individuels destinés exclusivement aux fortifications.

Déjà des krachs

Au début du XVIII^e siècle, les banquiers genevois se mirent au service de la monarchie française. Comme le dit l'historienne Anne-Marie Piuz, certains s'enrichissent, d'autres, plus faibles, imprudents attirés par de trop gros profits ou malhabiles ne résistèrent pas à la crise

financière de 1709, ou pis encore aux séquelles du « système Law » qui provoqua, dans les années 1720, une série de faillites et de ruines retentissantes...

Cela vous évoque-t-il quelque chose? Malheureusement oui, l'histoire se répète!



DR

Trois points de vue sur la crise

Une crise, oui, mais quelle crise ?

« Pourquoi il y a des crises? » est la question qui revient depuis que les promesses d'une finance toute-puissante se sont écroulées. Trois façons de concevoir l'équilibre économique et les crises peuvent être esquissées.



Roberto Baranzini,
Professeur d'économie,
Elu à la Constituante

Accident passager ?

L'interprétation libérale de la fameuse métaphore de la main invisible de Adam Smith constitue depuis trois siècles le programme de recherche le plus ambitieux (et inachevé) de la théorie économique: prouver formellement que « par le jeu de la concurrence sur le marché, la prospérité générale est assurée, pour peu que chacun ne se préoccupe que de son propre intérêt ».

Dans cette optique, le marché étant un mécanisme automoteur et autorégulateur, les crises ne peuvent que constituer des événements inhabituels, des accidents passagers, déclenchés par des comportements aberrants (agents immobiliers avides, institutions financières irresponsables, spéculateurs et escrocs réputés, politique monétaire coupable,...). Or, sans vouloir pour autant réduire ces responsabilités individuelles importantes et parfois criminelles, à part la satisfaction d'un sentiment élémentaire de justice, ce point de vue nous offre peu de perspectives. On peut toujours espérer dans les

capacités de l'économie à rebondir; il y en a même qui ont proposé de continuer dans la déréglementation, qui n'a pas pu prévenir cette crise car elle n'aurait pas été poussée assez loin...

Etape normale ?

La 2^e manière de concevoir le lien entre équilibre et crise revient à dissocier la notion d'équilibre économique de celle de plein-emploi. Selon le principe de la demande effective, la production d'un pays (donc l'emploi) et le revenu national sont influencés par le niveau de la demande agrégée de biens de consommation et de biens d'investissement. Or, comme la demande se modifie constamment, l'équilibre économique ne coïncide avec le plein-emploi que par hasard. Les crises sont ainsi le résultat de variations plus importantes de la demande et sont inhérentes au fonctionnement du marché.

Si la crise bancaire semble derrière nous, une récession est annoncée et « une hausse marquée du chômage en 2009 /2010 » (SECO). L'explosion de la bulle financière a affecté la fortune des ménages, celle des entreprises mais aussi la possibilité pour celles-ci d'obtenir des crédits pour financer leurs investissements. Les ménages réduisent leur consommation, les

entreprises renvoient leurs investissements, la demande globale fléchit: c'est la récession. Cependant, un risque bien plus grave nous guette: les entreprises pourraient baisser les prix afin de stimuler les ventes, cela comporterait une diminution de leur marge de profit (donc des investissements) et inciterait les consommateurs à anticiper une diminution ultérieure des prix et donc à retarder les achats des biens durables. Les entreprises seraient ainsi obligées de licencier, ce qui fragiliserait la demande des ménages et renforcerait les anticipations pessimistes. C'est le danger du cercle déflationniste. Dans ce contexte, puisque les ménages et les entreprises ne peuvent et ne veulent pas augmenter leurs dépenses, l'intervention des gouvernements est indispensable pour sortir de la crise et déjouer le risque déflationniste.

La fin du laisser faire

La 3^e manière d'interpréter le lien entre équilibre et crise est de récuser la notion même d'équilibre. La crise est alors la manifestation de l'exaspération des contradictions dans le mode de production et de répartition économique.

Le capitalisme de l'après guerre est devenu résolument financier. Il est difficile de trouver des financements pour la production industrielle si les placements

financiers offrent des rendements qui dépassent les 10% et apparaissent comme moins risqués (sic). Depuis, les entreprises suffisamment grandes ont un secteur financier dont les rendements leur permettent la production de biens et une partie du risque est transférée sur les salariés par la précarisation de l'emploi qui caractérise le capitalisme actuel. Cela explique en partie la transmission rapide de la crise financière au secteur réel et ne laisse rien présager de bon pour la suite: les ménages, très endettés, ne peuvent que développer une attitude prudente.

En 1926, dans une leçon fameuse, J.M. Keynes avait préconisé « La fin du laisser faire » mais ceux qui avaient espéré que cela constitue un tournant, après les Trente glorieuses ont eu les trente dernières années pour déchanter. Aujourd'hui, c'est à nouveau vers Keynes qu'on se tourne, mais l'application reste libérale: soutien aux banques sans contrôle politique, aides sectorielles sans garanties sociales et politique budgétaire avec une diminution des prélèvements fiscaux. Pourtant, le meilleur antidote serait des salariés qui peuvent compter sur leur emploi et sur des salaires dignes: ce que les Socialistes, malheureusement minoritaires, défendent depuis toujours!

Le rôle essentiel de la commune pour réduire les inégalités

Pauvre... dans un canton riche ?

Avant de s'interroger sur les effets de la crise, il est important de relever l'évolution des inégalités observée ces dernières années et le développement de la pauvreté dans un canton pourtant considéré comme riche.



Véronique Pürro,
Députée

En effet, il est nécessaire de rappeler que la prospérité ne concerne pas tout le monde et que la crise ne fera hélas que renforcer la dégradation des conditions de vie des catégories de la population qui, aujourd'hui déjà, sont les plus exposées à la précarité. Il est aussi à craindre que les difficultés annoncées conduiront de nouvelles personnes sur les chemins de la pauvreté.

La pauvreté augmente

L'augmentation du nombre de situations de détresse sociale et économique est une réalité connue des services sociaux de proximité genevois. Le durcissement du marché du travail, en particulier pour celles et ceux qui ont un faible niveau de formation et de qualifications, la faible augmentation des salaires par rapport à l'explosion des charges (loyers et frais de santé), ainsi que les particularités du dispositif d'aide cantonal et le démantèlement des prestations sociales contribuent à renforcer le niveau d'endettement de la population et à marginaliser de plus en plus de personnes.

Une précarisation inquiétante

Parmi elles, les familles (les enfants étant devenu un facteur de précarité dans notre société) les jeunes adultes (qui peinent souvent à se faire une place et à trouver un premier emploi) et aussi les employé-e-s des secteurs faiblement rémunérés dont le salaire ne suffit pas à couvrir les dépenses.

Les aides du canton diminuent

Le dispositif actuel d'aide social genevois laisse bon nombre de ces personnes au bord de la route. Le système d'ouverture des droits, à travers les effets de seuil, crée des situations de tout ou rien, en maintenant dans la difficulté celles et ceux qui sont à la limite des aides. La diminution des montants accordés aux bénéficiaires de l'assistance publique, les conséquences des changements de la loi régissant le recouvrement des pensions alimentaires pour les familles monoparentales, la nouvelle loi sur le chômage, ainsi que la pression du canton pour prendre en compte les aides communales aux bénéficiaires des prestations complémentaires cantonales sont autant de démantèlements qui fragilisent les plus fragiles d'entre nous? Enfin, la politique de l'Hospice général constituant à 'appliquer très strictement

**NI PAUVRE
NI SOUMIS**

DR

certaines directives et de renvoyer quasi systématiquement les demandes des personnes ne pouvant prétendre à l'assistance publique contribue à marginaliser certain-e-s et à accroître la pression sur les services communaux et les organismes privés.

Les actions socialistes

Pour faire face à cette situation et prendre en compte la dégradation liée à la crise financière et économique, les socialistes sont déjà intervenu-e-s dans de nombreux domaines. Par exemple dans le secteur de la Petite enfance, pour offrir à chaque enfant une place d'accueil et permettre ainsi aux parents de travailler, au niveau des salaires, avec les syndicats pour assurer des rémunérations suffisantes et des conditions de travail respectueuses des employé-e-s, au niveau du dispositif social, pour le changer et le développer en fonction de l'évolution des besoins, ainsi qu'au niveau des prestations pour assurer des réponses satisfaisantes et garantir que chacun-e d'entre nous puisse vivre dans la dignité.

Le rôle des communes

Dans ce contexte, les communes jouent également un rôle fondamental. Au bout de la chaîne, elles sont souvent amenées à prendre en charge les personnes les plus précarisées et les plus marginalisées. En Ville, tout comme dans les autres communes où ils sont représentés, les socialistes ont su développer des réponses pragmatiques et originales, en particulier dans l'action communautaire. En faveur des jeunes en rupture, dans le domaine du soutien à la parentalité, pour lutter contre l'isolement des aîné-e-s ou la marginalisation des SDF, les Socialistes se sont engagés, avec les acteurs locaux et associatifs.

Poursuivre notre engagement

La crise nous obligera à renforcer ces collaborations, à redoubler d'originalité et surtout à poursuivre notre engagement pour offrir à chacun-e les conditions d'une vie décente.

Suite de la page 1

Taxes, impôts, (in)justice et (in)égalité



Roger Deneys,
Député

Les ressources financières nécessaires peuvent être prélevées de différentes façons: par des impôts directs, prélevés notamment en fonction des revenus et de la fortune, par des impôts indirects, sur la consommation (TVA), par des taxes (liées à la consommation spécifique de chaque prestation).

Un enjeu fondamental des débats actuels en matière de fiscalité est celui de la méthode de constitution des ressources publiques. Faut-il garantir des recettes publiques par des impôts sur les revenus et les fortunes? Faut-il les constituer uniquement de recettes sur la consommation? Faut-il taxer davantage toutes les prestations publiques?

La droite contre l'impôt

La droite du Grand Conseil genevois est particulièrement nocive car elle défend la voie des taxes et vise à démanteler les systèmes d'imposition directe. Cela se traduit tant dans les principes (suppression effective de l'impôt sur les successions, volonté de supprimer l'impôt sur la fortune) que dans les modalités (bouclier fiscal, exonération de dons, de gains en capital, taux unique et identique

pour tous les revenus). L'idéologie de droite consiste à dénoncer de pseudo-inégalités au détriment des plus riches, en évoquant le taux de l'impôt jugé trop progressif, voire même injuste pour les plus riches

En réalité et il ne faut jamais l'oublier, la seule inégalité et la plus grande injustice est celle des différences de revenus. Personne n'a besoin de 50'000 ou 100'000 francs par mois pour vivre alors que d'autres le font avec 3'000 francs ou moins. La progressivité de l'impôt (augmentation du taux en fonction du revenu) trouve sa plus grande légitimité dans la lutte contre ce scandale. Et la complaisance médiatique, le «star-system», qui légitime à longueur d'émissions ou de reportages des revenus indécents, n'y change rien! Prélever 80% du revenu de celui qui gagne 100'000 francs par mois n'aura jamais rien d'indécemment tant que d'autres devront vivre avec encore 10 fois moins que ce qui lui resterait encore!

La concurrence fiscale tue l'impôt

Contrairement à ce que prétend la maxime «trop d'impôts tue l'impôt», c'est en réalité la concurrence fiscale qui tue l'impôt car c'est bien à cette seule condition de pouvoir échapper à l'impôt en déménageant (autre commune, autre canton, autre Etat) que l'impôt aura été tué dans la première collectivité pour renaître – mais atrophié – dans la suivante. Ce système de concurrence est nocif car

il a pour effet de diminuer les ressources totales des collectivités publiques, tout en encourageant encore une fois celles et ceux qui ont le plus de moyens et qui peuvent se permettre des exils dorés. Les collectivités publiques les plus égoïstes, qui offrent le moins de prestations à leurs citoyens car n'ayant que peu de dépenses, peuvent ensuite offrir des conditions fiscales plus favorables que celles de leur voisin... Et c'est un engrenage... en faveur des plus riches: La Suisse offre de meilleures conditions fiscales que les pays voisins (forfaits fiscaux), Obwald de meilleures conditions que Genève ou Neuchâtel, Prégny-Chambésy qu'Onex ou Vernier...

Les Socialistes doivent se battre à tous les niveaux contre la concurrence fiscale – y compris en dénonçant les abus flagrants du secret bancaire helvétique en matière de protection des capitaux soustraits aux fisces des Etats voisins.

Comment additionner des carottes et des choux-fleurs

Tant au niveau intercantonal (répartition de la péréquation cantonale) qu'au niveau intercommunal (péréquation intercommunale), les différences de revenus (population, entreprises, taux d'imposition) et de charges (fonctionnaires, infrastructures publiques, dettes, etc.) des différentes entités publiques font l'objet de savantes considérations visant à corriger les «inégalités» entre les uns et

les autres. Mais ces systèmes sont d'une part extrêmement complexes et d'autre part imparfaits car ils intègrent des éléments de nature très différente, difficile à comparer et à évaluer. Que vaut un Grand Théâtre? Combien de salles communales et combien d'écoles primaires? Un hôpital universitaire vaut-il plus ou moins que des routes de montagne?



DR

Une nouvelle péréquation intercommunale sera discutée prochainement au Parlement genevois. Malheureusement, elle ne s'attaque pas aux différences d'imposition entre les communes et ne fait que corriger très légèrement les effets pervers du système.

Aujourd'hui, les Socialistes doivent se battre pour des impôts directs progressifs sur les revenus et la fortune afin de financer et garantir des prestations publiques dignes de ce nom, de lutter contre les injustices économiques et sociales et lutter contre toutes les formes de concurrence fiscale, y compris en prônant l'adoption de taux d'imposition cantonaux et communaux uniques.

Histoire du capitalisme, dérives du libéralisme, progrès du socialisme

Capitalisme et civilisation

Dès que des humains ont été capables d'attribuer une valeur symbolique à des choses – ce qui suppose le langage – des biens ont été échangés contre d'autres biens. L'écriture a très probablement été inventée parce que le besoin de tenir une comptabilité de ces échanges s'est fait sentir. L'accumulation de capitaux est aussi vieille que l'humanité et cette pratique nous aurait même appris à lire et écrire.*



Ninian von Blyenburg,
Anthropologue

Le capitalisme, dans son acception première de système d'accumulation de richesses, constitue incontestablement un facteur de civilisation. Vouloir sa fin, comme on l'entend parfois en ces périodes de crise financière, est un non sens. En contrôler l'arrogance et les excès, refuser que la création de richesse constitue une fin en soi et non pas un moyen constitué, en revanche, un enjeu de société.

L'accumulation de capitaux n'est pas une valeur de droite ou de gauche. Par contre, il y a un désaccord profond sur les limites de ce qu'un individu peut décentement posséder. Mais comment régler cette très délicate question? Entre le «rien» théorique des dictatures socialistes et le «tout ce que l'on peut» théorique des dictatures libérales, les démocraties s'en sortent par un compromis – fluctuant au cours du temps – qui résulte de l'affrontement entre deux forces antagonistes.

Libéralisme et croyances

Le libéralisme lui, est de facture plus récente. Il naît au cours de cette période particulière de l'histoire humaine qui a vu la remise en question de l'autorité héréditaire et de droit divin par des individus qui devaient leur puissance à leur réussite personnelle, qu'elle soit financière, entrepreneuriale et/ou intellectuelle. Nous sommes les héritiers et les héritières de cette idéologie sécularisante dont on dit aussi parfois, à tort à mon avis, qu'elle est bourgeoise.

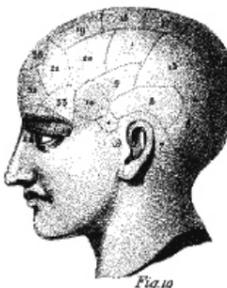
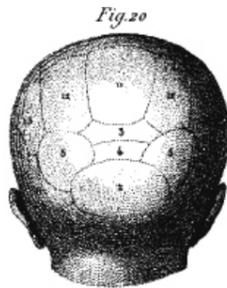
Dans le mot libéralisme, il y a le mot liberté. S'affranchir de la croyance en une destinée divine et/ou héréditaire de l'humanité, comprendre qu'aucune voix autre qu'humaine ne nous dira comment nous comporter envers nos semblables et la planète qui nous accueille, a rendu l'humain libre. Libre de toute téléologie. Toute l'histoire de la philosophie occidentale – et sans doute aussi non occidentale – tourne autour de cette prise de conscience.

Le droit d'agir librement au détriment des autres

Par un malheureux détournement de sens, ou peut-être par pur opportunisme, certain-e-s ont acquis la conviction que c'est d'abord l'individu qui est libre plutôt que l'homme en tant que collectif. Pour eux le droit d'agir librement, et tout particulièrement dans le domaine économique, est un droit fondamental. Le problème est qu'ils oublient un peu vite que si l'humanité est libre, l'individu, lui, ne l'est pas du tout, ou si peu.

Personne ne choisit l'endroit où il voit le monde et donc le milieu social qui l'accueille. A moins de croire en

une élection divine. La préoccupation ordinaire de chacun et chacune pour sa petite personne – notre égocentrisme – fait que nous sous-estimons facilement ce déterminisme et que nous oublions tout aussi facilement que chacun influe toujours l'existence de ses semblables ainsi que l'environnement dans lequel il baigne. Le mythe chrétien du libre arbitre et celui, protestant, du dogme de la prédestination, (ce dernier étant une contradiction au premier) contribue à nous faire croire le contraire en affirmant que nous choisissons soigneusement le tracé de nos existences ou... qu'elles sont soigneusement tracées.



Produire de la pauvreté

Prétendre, par exemple, que l'on serait devenu PDG d'une banque par son seul mérite personnel est soit très arrogant, soit d'une grande naïveté. La faillite actuelle du système financier mondial a au moins ce mérite de démontrer que dans les milieux où la liberté individuelle est érigée au rang de religion, des comportements individuels ont été totalement moutonniers. Comment expliquer autrement que quelques gourous de la finance forts en math ont réussi à gruger pendant des années d'innombrables banquiers et financiers dépensant une énergie considérable pour produire de... la pauvreté? Le laisser faire ne garanti en rien la création de richesses pour tous. Il s'agit pourtant du dogme central du libéralisme, inventé par Adam Smith.

Le socialisme et la laïcité

Le socialisme prend ses racines dans la prise de conscience de l'indétermination de notre destin collectif et, corollairement, de la puissance du déterminisme social. D'où l'importance fondamentale qu'il accorde au principe de la laïcité (ni positive, ni négative, ni relative ou aménagée) et à la nécessité de corriger l'injustice du déterminisme social.

Comme il n'est pas raisonnable de penser que chaque individu adhère «naturellement» à cette conception de l'humain et encore moins aux comportements individuels qu'elle induit, l'on a compris que seule la création d'institutions correctrices permettrait d'améliorer les conditions de vie de l'ensemble des humains. François Giraud disait qu'il n'existe pas de progrès moral, mais uniquement du progrès social.

Socialement responsable

En ces temps de crise environnementale et financière, et donc sociale, qui nous rappellent une fois de plus qu'il est vain de compter sur la morale individuelle pour que chacun-e adopte des comportements socialement responsables. Il est plus que jamais nécessaire de réfléchir à la manière dont il est possible de contrôler collectivement – institutionnellement – des comportements qui pourraient s'avérer dangereux pour cette même collectivité.

*Trois livres pour alimenter la réflexion sommairement développée ici:

La plus belle histoire du langage

Pascal Picq, Laurent Sagart, Ghislaine Dehaene et Cécile Lestienne.
Paris, Ed. du Seuil (2008).

L'eudémonisme social.

Contre-histoire de la philosophie 5

Michel Onfray. (2008).

Paris, B. Grasset.

Le jardin imparfait:

la pensée humaniste en France

Tzvetan Todorov.

Paris, B. Grasset (1998).

500^{ème}

La fête à Calvin



Jannick Frigenti-Empaña,
Théologienne,
Chargée de communication

Cette année, Genève fête le 500^{ème} anniversaire de la naissance d'un Monsieur dont la réputation doit à notre ville d'être souvent nommée cité de Calvin. Quel'on se reconnaisse ou pas dans cette AOC, il faut savoir que Jean Calvin dans son Ethique, a écrit un commentaire du 8^{ème} commandement de la Bible, celui qui dit «tu ne déroberas point». Nous l'avons choisi pour illustrer le thème de l'emploi.

Tu ne déroberas point...

Calvin fait référence à des versets du

Deutéronome (*Dtr 24, 14-15*), qui engage l'homme (l'employeur) à payer dignement le travailleur afin que, par son travail, il puisse vivre et non pas juste survivre. Tout labeur mérite salaire, ce n'est que réciprocité, ce n'est que justice.

L'équité pour le bien-être de la communauté.

Si l'on veut adapter au goût du jour ce qui est ci-dessus, on peut dire que la valeur travail est une valeur qui définit la capacité de l'homme à se nourrir, à se vêtir, à mettre un toit au-dessus de sa tête et que cette capacité lui est offerte par un employeur dans un ordre des choses régit par l'équité, visant au bien-être humain, et plus loin, visant au bien-être de la communauté. Mais que se passe-t-il quand l'équité saute, quand le travailleur est licencié?

Il reste l'Etat (caisse de chômage). Mais qu'en est-il de la responsabilité de l'employeur vis-à-vis de son employé? En réalité, il dérobe bien plus qu'un salaire: il ôte une identité, il nie la valeur d'une personne. Il amène une précarité financière mais aussi psychologique. Il subtilise une appartenance à un système en grande partie basée sur la valeur travail.

Au-delà de 45 ans, le parcours d'une personne sans emploi est nettement plus difficile, et atteint les 55 ans plus grand monde ne veut de vous. Trop vieux. Pas assez ceci, pas assez cela... Avec une injustice encore grande faite aux femmes: ce sont elles qui ont le plus de peine à trouver du travail après 50-55 ans.



© Adrienne Barman - Calvindriner 2009

Plus de justice, plus d'équité,
plus d'éthique.
Calvin, 500^{ème}, à ta santé!

Chambre de l'économie sociale et solidaire

Une économie au service de l'humain

Comment affirmer une alternative économique au libéralisme effrené qui nous a conduit dans la difficile situation actuelle ? L'association APRES travaille depuis plusieurs années à la promotion d'une économie sociale et solidaire, qui ne prenne pas pour unique objectif la recherche du profit. Des solutions évoquées par Chiara Barberis, membre du comité de la Chambre de l'économie sociale et solidaire.

Propos recueillis par
Félicien Mazzola

Quel est l'historique de la création de APRES jusqu'à sa transformation en Chambre de l'économie sociale et solidaire ?

Chiara Barberis : La création de l'association APRES s'est faite après le Forum Social Mondial de Porto Alegre, où une petite délégation genevoise était partie, dont Christophe Dunand, Eric Rossiaud et Stanislas Zuin. En revenant, ils se sont rendus compte que ce qu'on considère comme l'économie sociale et solidaire n'existe pas à Genève. Ils ont donc eu la volonté de faire connaître et promouvoir l'ESS. Ils ont commencé par fonder une charte destinée à rassembler les acteurs. En 2004, ont eu lieu les premières rencontres de l'ESS, qui ont permis de montrer le poids du mouvement, de lui donner corps et une première existence médiatique. En 2006, l'association a changé de nom, pour devenir la Chambre de l'économie sociale et solidaire.

Quels services, quelles prestations offre APRES, en tant que chambre de l'économie sociale et solidaire (ESS) ?

C.B. : L'activité d'APRES se décompose entre des activités ponctuelles, à travers des projets spécifiques, et les prestations proposées de manière continue. Les prestations proposées par APRES comprennent des permanences ouvertes aux membres, qui permettent d'avoir des conseils sur la manière de monter son entreprise. Ces conseils se matérialisent aussi dans le Guide du créateur d'entreprise sociale et solidaire, dont la dernière édition mise à jour est disponible sur le site internet. Ce guide regroupe toutes les problématiques qui peuvent se poser à l'entrepreneur de l'ESS (choix des statuts, forme de l'entreprise, assurances, ...). C'est donc une sorte de boîte à outils permettant la construction d'une entreprise selon les critères de l'ESS.

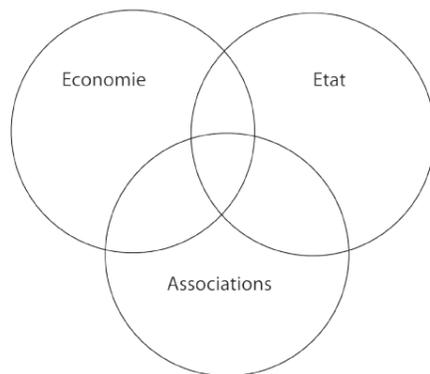
L'association parvient-elle à fédérer les forces de «l'alter-économie» ?

APRES fournit aussi tout un travail de réseautage, notamment à travers ses Cafés des bonnes pratiques, organisés par thématiques. Ils permettent aux membres d'APRES d'échanger et de partager leurs expériences. Cinq cafés ont été organisés en 2008, sur des thématiques aussi diverses que la définition de la concurrence intra et extra-économie sociale et solidaire, la problématique des critères de fixation des prix au sein de l'ESS, les méthodologies d'évaluation adaptées aux entreprises de l'ESS, ou encore la notion de lucrativité limitée. Les Cafés des bonnes pratiques font l'objet d'une information écrite, mise à disposition sur le portail et débouchent parfois sur la création d'un groupe de travail, chargé d'approfondir un thème précis.

Enfin, la Chambre mène une activité de lobbying, comme toute chambre économique, notamment en jouant un rôle de porte-parole ou d'interlocuteur de l'ESS auprès de l'Etat, dans le but de faire avancer, d'assurer un suivi et de promouvoir les intérêts de l'ESS. APRES joue pour finir, dans son domaine, un rôle d'expertise auprès des autorités publiques.

APRES s'engage aussi dans des projets plus ponctuels ?

C.B. : Effectivement, APRES met sur pied chaque année un certain nombre de projets. En ce moment, un énorme travail est en cours, le Projet Premier Emploi (PPE). Il s'agit d'un partenariat avec l'Office cantonal de l'emploi (OCE) dans le cadre des mesures actives du marché de l'emploi. Le but est de pouvoir placer des jeunes chômeurs diplômés dans des entreprises du réseau de l'ESS, afin de pouvoir acquérir une première expérience en sortant de l'université. Ce projet a débuté en 2007 et a obtenu l'accord de l'OCE pour qu'il soit réitéré cette année, avec une augmentation de moyens et d'objectif, qui amène à 50 les personnes placées dans les entreprises de l'ESS. A côté de ce projet PPE, sur lequel la Chambre investit une bonne part de son énergie, existent de nombreux projets ponctuels plus petits. L'objectif est donc d'avoir trois structures. D'une part une unité de lancement de projet, du type incubateur, qu'on trouve aussi dans l'économie classique. D'autre part, développer un volet de formation pour les entrepreneurs-euses sociaux-ales, qui fait défaut dans les formations économiques ou managériales classiques. Être un entrepreneur-euse social-e et solidaire ne s'improvise pas. Cela nécessite des compétences particulières. Enfin, la promotion d'un regroupement des indépendant-e-s de l'ESS, afin de pouvoir parvenir à un regroupement des achats, une mutualisation de certaines ressources (locaux,...), dans une optique de durabilité sociale et environnementale.



Qu'est-ce qu'amène de différent APRES, par rapport à une chambre économique classique ? En quoi s'agit-il véritablement d'une alternative, alors que tout le monde ou presque, prétend faire du développement durable ?

C.B. : De fait, l'économie sociale et solidaire (ESS) est une alternative, puisqu'elle propose de produire, mais autrement. Pour ce qui est de la Chambre, elle répond à une demande d'entrepreneur-euse-s qui ne trouvaient pas de réponse aux problématiques qu'ils-elles rencontraient, au sein des chambres économiques classiques. Les outils traditionnels d'analyse économique ne permettent par exemple pas de répondre à la question de la production de richesse lorsque cette notion ne comprend pas exclusivement la richesse monétaire, mais prend en compte également d'autres valeurs. On peut prendre l'exemple d'entreprises qui ont un rôle d'insertion de personnes au chômage. Il s'agit véritablement d'un travail en tant que tel. C'est très important, car cela permet de comprendre

pourquoi les entreprises de l'ESS s'inscrivent sur un plan différent et ne font pas véritablement concurrence à l'économie classique. Il faut donc pouvoir le valoriser et le faire rentrer dans le calcul de production de richesse de l'entreprise. Une entreprise comme Realise par exemple va produire de nombreux services traditionnels, mais il s'agit aussi et surtout d'utiliser le travail pour faire de l'insertion professionnelle. Pour une entreprise de l'ESS, le questionnement est de savoir comment promouvoir une activité d'insertion professionnelle, grâce à une activité économique, et non d'associer à une activité économique existante une perspective d'insertion professionnelle, par exemple.

Quel est le positionnement d'APRES, entre l'Etat et le Privé ?

C.B. : L'ESS s'affirme comme un secteur mixte qui n'est ni public, ni privé. L'ESS ne va pas assumer des prérogatives de l'Etat, mais agir en partenaire et réaliser des choses que l'Etat ne peut pas faire. Les associations ont en effet souvent une meilleure captation des besoins et peuvent mettre en place une structure plus adaptée aux attentes, car elles sont composées différemment. De même à l'inverse, l'Etat doit prendre en charge certaines choses que l'associatif ne peut faire de manière satisfaisante. Il y a donc véritablement une place pour tout le monde.

Quelles sont les conditions d'adhésion à APRES pour les entreprises ?

C.B. : Des conditions précises et strictes existent. Le comité d'APRES se prononce chaque mois sur de nombreuses candidatures, s'



elon une série de critères précis qui découlent de la Charte de l'économie sociale et solidaire. Ces critères sont régulièrement précisés au fur et à mesure des nouvelles candidatures éclairant de nouvelles problématiques.

Les critères, dont les plus importants sont cumulatifs, comprennent le but d'utilité sociale, les statuts de l'entreprise, qui ne doit pas être une SA, en raison des problèmes de gouvernance et de responsabilité induits, le fait de mener une activité économique véritable, la non-lucrativité ou la lucrativité limitée, qui signifie un réinvestissement des gains dans le capital social de l'entreprise (formation des employé-e-s, etc.). Entrent aussi en ligne de compte les écarts salariaux, qui doivent être limités, l'autonomie financière, une certaine démocratie dans la gouvernance et la direction, l'existence d'une charte interne, de conventions collectives de travail, etc... Certains critères secondaires peuvent ne pas être remplis au moment de l'adhésion, mais les entreprises s'engagent, en signant la Charte de l'économie sociale et solidaire, à tendre vers ceux-ci.

Les 7 valeurs de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS)

1. Bien-être social : être plutôt qu'avoir

Les acteurs et actrices de l'ESS visent à construire une économie qui affirme la primauté de la personne sur le capital. Ils reconnaissent l'importance de dimensions immatérielles (esthétiques, émotionnelles, spirituelles, etc.) nécessaires au fonctionnement de la société et à l'épanouissement de ses membres.

2. Citoyenneté et démocratie participative : chacun a une voix qui compte

Les acteurs et actrices de l'ESS participent de manière libre, égalitaire et responsable à la construction d'une société assurant le développement des personnes et l'intérêt collectif. Ils appliquent la démocratie participative en favorisant le partage de l'information, des responsabilités, de la prise de décision et la reconnaissance du rôle de chacun.

3. Ecologie : produire pour vivre et non vivre pour produire

Les acteurs et actrices de l'ESS reconnaissent l'interdépendance des processus socio-économiques et écologiques. Ils s'engagent à privilégier un système économique qui respecte les processus et équilibres écologiques dans un souci d'équité intra et inter-générationnel.

4. Autonomie : autonomes mais pas individualistes

Les acteurs et actrices de l'ESS valorisent les compétences et renforcent les moyens d'agir des personnes (salariés, bénévoles, membres, usagers, investisseurs) au sein de leur organisation. Ils recherchent une plus grande autonomie de fonctionnement de celle-ci, ainsi que de l'ESS à l'égard du secteur public et des autres acteurs du secteur privé.

5. Solidarité : 1 + 1 > 2

Les acteurs et actrices de l'ESS privilégient la recherche de l'intérêt collectif sur le seul profit individuel. Ils valorisent la création de lien social d'interdépendance au plan local, régional et international.

6. Diversité : riches de nos différences

Les acteurs et actrices de l'ESS s'engagent à comprendre, respecter et valoriser les différences entre les personnes et les peuples, à prohiber toute forme de discrimination et à rechercher les complémentarités pour apprendre ensemble.

7. Cohérence : dire ce qu'on fait et faire ce qu'on dit

Les acteurs et actrices de l'ESS s'efforcent d'appliquer de façon cohérente l'ensemble des valeurs ci-dessus à tous les niveaux de leur fonctionnement. La cohérence entre les valeurs prônées et le vécu sont essentielles à la crédibilité et au développement de l'ESS.

Contacts, pour en savoir plus

APRES Genève - 15 rue des Savoises, 1205 Genève

Valérie Boillat

De l'histoire ouvrière à l'action syndicale

Secrétaire syndicale à la centrale d'Unia, à Berne Valérie Boillat engage au quotidien son énergie et ses compétences au service des luttes syndicales et des droits des migrant-e-s. Rencontre étonnante avec un parcours hors du commun.

Propos recueillis par
Virginie Keller

Comme la plupart des genevois-e-s tu viens d'ailleurs...

Valérie Boillat : J'ai grandi dans le Jura bernois dans une petite ville, une cité ouvrière très touchée par la crise économique dans l'industrie des machines et l'horlogerie. Je viens d'une famille privilégiée, mon père était avocat et ma mère psychologue, elle venait du Valais. Mon père était engagé dans la question jurassienne avec une sensibilité démocrate chrétien de gauche, il était aussi élu municipal.

C'est de là que vient ton engagement politique ?

V.B. : Le Jura industriel m'a beaucoup marquée, la majorité des parents de mes copains d'école travaillaient dans les usines de décolletage, beaucoup étaient d'origine italienne, espagnole. C'était des gens modestes et généreux, souvent rudement touchés par les crises... ma révolte vient certainement de là. J'ai ressenti les inégalités, l'importance d'avoir un emploi, mais aussi la fierté de travailleurs-euses très qualifié-e-s, qui réalisent de grandes choses, avec une précision incroyable et un génie propre à l'arc jurassien. Ce tissu industriel unique doit être à tout prix valorisé et préservé.

Comment es-tu arrivée à Genève ?

V.B. : J'ai fait mes études à Moutier, mon collègue à Porrentruy et ensuite je suis venue à Genève pour y faire mes études de lettres, histoire, italien et linguistique. J'ai également étudié une année en Belgique et là je me suis intéressée à l'histoire ouvrière des mines en Wallonie. Cela me rappelait le Jura et la Suisse à cause des tensions linguistiques... j'ai réfléchi sur mon pays.

Et ta vie professionnelle ?

V.B. : La commission Bergier a été créée le 19 décembre 1996. Comme jeune historienne cela représentait une chance unique de me plonger dans l'histoire de mon pays. J'ai lu cela dans le journal et j'ai postulé en écrivant directement au professeur Bergier. La commission n'était pas encore créée mais il m'a répondu très gentiment. Quand l'annonce a paru dans le Journal de Genève, j'ai écrit et j'ai été engagée. Mes caractéristiques de jeune femme romande m'ont ouvert la porte, il y avait peu de candidature romande. Le 2 mai 1997 on a commencé avec une équipe venant de tous les coins de la Suisse. J'ai amélioré mon allemand sur le tas et j'ai travaillé presque trois ans sur la politique de la Suisse à l'égard des réfugiés, surtout avec les archives publiques. Cette expérience a marqué toute la suite de ma vie professionnelle.

Dans quel sens ?

V.B. : J'ai appris que la recherche n'était pas mon truc, j'avais besoin d'actions. Suite à la publication du rapport



intermédiaire sur les réfugiés en décembre 1999, la commission Bergier a réduit son équipe de chercheurs-euses. J'ai quitté la commission en février 2000 et retrouvé du travail comme secrétaire politique du groupe socialiste aux chambres fédérales.

Tu es devenue membre du parti socialiste ?

V.B. : Je n'avais pas pensé à adhérer à un parti, je me sentais proche des milieux associatifs, les partis me semblaient loin du terrain. J'ai donc débarqué dans le parlement sans bien connaître son fonctionnement, j'ai été beaucoup aidée par Vreni Hubmann, Conseillère nationale. Je m'occupais des commissions, «*asile et migration*», «*droits des consommateurs*» et «*politique de sécurité*». C'est là qu'a débuté mon engagement socialiste.

Et tu es devenue conseillère personnelle d'une Conseillère fédérale socialiste !

V.B. : Oui, une autre aventure extraordinaire. Ruth Dreifuss m'a engagée comme conseillère personnelle en novembre 2000. On a travaillé ensemble jusqu'à la fin de son mandat, en décembre 2002. Les deux années les plus heureuses de ma vie du point de vue professionnel, c'était super intéressant, nous étions en lien avec les cantons, les citoyen-ne-s de la Suisse entière, les politicien-ne-s, les parlementaires, la diversité. J'avais moins de 30 ans. J'avais des dossiers liés au Département Fédéral des Affaires étrangères, à celui de Justice et police et de l'Economie. Je suivais aussi un peu les affaires du Département de la défense.

Cette vie professionnelle intense te laissait peu d'espace pour une vie privée ?

V.B. : J'étais très peu à Genève, je voyais peu mon compagnon, je travaillais constamment, avec enthousiasme. Quand mon mandat a cessé, je me suis dit que c'était le moment de rentrer à Genève, peut-être de fonder une famille. J'avais envie de m'engager plus au parti socialiste, j'ai été élue au Comité de la section Ville de Genève. J'ai pris le temps de trouver un emploi, j'ai donné des cours de fran-

çais à des requérant-es d'asile à l'Hospice général, j'ai eu quelques mandats. J'ai pris la présidence du groupe migration du PS ville.

Et tu repars encore une fois à Berne !

V.B. : En août 2003 j'ai commencé à travailler à Lausanne puis à Berne pour l'OSAR. C'est l'organisation suisse d'aide aux réfugié-e-s, créée en 1936, qui rassemble la Croix Rouge, l'Eper, Caritas, l'OSEO et (l'union suisse des comités d'entraide juive) les œuvres d'entraide juives. On avait un mandat de l'Office fédéral des migrations notamment pour gérer un fonds de 4 millions à octroyer à des projets pour les réfugié-e-s. A Genève on a pu soutenir des projets de coaching professionnels de l'OSEO, l'association Pluriels et modestement, Camarada. Les 4 millions ne devant revenir qu'au seul public, réfugié-e-s reconnu-e-s. Mais le 12 décembre 2003 c'est l'élection de Blocher, les conditions se durcissent et je supporte de plus en plus mal la politique fédérale dans le domaine de l'asile.

Et finalement la rencontre avec le syndicalisme ?

V.B. : Oui, je décide alors de quitter l'OSAR pour rejoindre le syndicat Unia. J'entre dans le secteur tertiaire en pleine expansion : travail des femmes, travail précairisé, la vente, le transport, la sécurité, la logistique, l'hôtellerie. Je deviens secrétaire syndicale avec une co-responsabilité de branche nationale comme l'hôtellerie restauration qui a une convention nationale appliquée partout et qui a force de loi, ainsi que la sécurité privée, branche également couverte par une convention nationale étendue. Unia a plus de 200'000 membres et vient de voter les bilatérales de manière très claire. Cela m'a fait plaisir car les militant-e-s ont tous et toutes souligné qu'il y avait encore des abus, qu'il fallait renforcer les contrôles sur les salaires mais que les ennemi-e-s ne sont pas les travailleurs étrangers ! Il est fondamental de ne pas se tromper de cible !

C'est le moment que choisit Rosa pour venir au monde ?

V.B. : Rosa naît le 10 août 2007... et je concilie tout ça grâce à Marcus, mon compagnon formidable et mon employeur qui me permet de travailler un jour sur Genève. Je passe encore environ 3 jours par semaine à Berne. Rosa m'a ancrée dans la vie, je suis moins anxieuse, plus tranquille, émue par cette naissance.

Tu étais sur la liste socialiste pour la Constituante genevoise, avec quels espoirs ?

V.B. : Parce que c'est une aventure unique pour Genève, que la feuille de route des socialistes est bonne. Les enjeux touchent évidemment les droits des étrangers, la politique d'intégration et de lutte contre les discriminations, l'égalité, le revenu minimum cantonal, le droit à une vie digne, la lutte contre la précarité.

Tu représentes les socialistes de la Ville de Genève à la Fondetec, penses-tu que c'est un outil utile pour l'économie locale ?

V.B. : Je n'y suis que depuis juin 2008, mais je m'y plais beaucoup. Cette fondation a véritablement pour but l'aide à la création d'entreprise sur le territoire de la Ville de Genève, on fait du conseil, du cautionnement, des prêts là où les banques refusent de s'engager, sur des «petits» projets. On travaille avec l'association Après pour créer un incubateur, une pépinière de jeunes entreprises. La Fondetec est un instrument idéal pour créer une dynamique. Il faut que nous travaillions plus avec le Conseil administratif, avec la GIM, par exemple sur la question des locaux car les entreprises ont besoin de locaux. En ce moment, par exemple, on vient de permettre le rachat d'une entreprise industrielle qui a une longue histoire à Genève. L'acheteur est un vrai professionnel, il vient de ce secteur, travaille déjà dans l'entreprise et désire s'y investir encore plus, pour la développer et la pérenniser, c'est vraiment motivant. Nous avons un vrai rôle à jouer, d'autant plus dans la crise qui pointe.

Ton regard sur l'actualité fédérale ? l'élection d' Ueli Maurer ?

V.B. : Ultra triste... heureusement que les socialistes ne lui ont pas donné une seule voix ! Maurer et Blocher c'est pareil, voilà pourquoi le chantage était rageant ! Maurer a présidé le parti qui a fait tant de campagnes dégueulasses, haineuses. Il est le gardien de la ligne blocherienne, même si, éventuellement, il est au niveau personnel, différent du tribun zurichois.

Tu as encore le temps de t'engager au parti socialiste genevois ?

V.B. : Je suis déléguée, assidue, aux assemblées du PS Suisse, je vais aux AG quand je peux et sur les stands, j'aime la proximité et la rencontre avec les gens. Je suis très attachée au monde syndical et les syndicats sont proches du parti socialiste. Même trop masculin et corporatiste, le syndicat est le mouvement social le plus important, au niveau local, européen et mondial. C'est le projet concret de l'émancipation des travailleurs et des travailleuses, parmi eux, aussi les femmes et les immigré-e-s. Je suis syndiquée au SSP et à Unia, évidemment. Je me laisse porter par les projets, les concours de circonstances et les belles rencontres qui m'ont permis de travailler pour les causes qui me tiennent à cœur.

Causes Communes directement dans votre boîte aux lettres tous les deux mois pendant 1 an ? Seulement 10 francs ! Abonnez-vous en écrivant au PSUG !

15 rue des Voisins | 1205 Genève |
par courriel : psvg@ps-ge.ch |
ou directement en ligne :
www.ps-geneve.ch, rubrique journal |